

**ACCORD EUROPEEN sur les engagements sociaux pendant la période de transition
de la Joint-Venture entre Alstom et Shanghai Electric sur les Chaudières**

Entre

Le Management d'Alstom,

représenté par

Monsieur Bruno Guillemet

Directeur des Ressources Humaines Groupe

D'une part,

La Fédération Européenne des Métallurgistes

représentée par

Monsieur Bart Samyn

Secrétaire Général Adjoint

D'autre part,

oooooooooooooooooooooooooooo

L'accord suivant est conclu:

Préambule:

Alstom a décidé d'unir ses forces et ressources mondiales à celles de Shanghai Electric Co. pour créer une Joint-Venture 50/50 dans le domaine des chaudières de grande capacité.

L'objectif de la JV avec Shanghai Electric pour les activités Chaudières n'est ni de fermer ni de prévoir la diminution des activités des entités européennes d'Alstom incluses dans la JV, mais au contraire de devenir le n° 1 mondial des Chaudières. A la suite du dialogue social mené sur ce projet, le Forum Européen d'Alstom a demandé qu'un accord européen soit négocié sur les aspects sociaux et autres conditions de cette Joint-Venture qui concernent les employés européens d'Alstom.

Le but de cet accord est de récapituler les engagements, de fournir des informations complémentaires et de préciser le périmètre, la durée et la procédure de suivi.

Article 1: Un poste pour chaque employé

Tous les employés présents à l'effectif des activités Chaudières d'Alstom à la date de la JV garderont leur emploi et leur poste au sein de la JV créée avec SEC.

Les caractéristiques de ces postes demeureront inchangées en termes de qualification, rémunération et ancienneté.

Article 2: Engagements sociaux

La JV n'a pas pour objectif de fermer ou de prévoir la diminution des activités des entités européennes d'Alstom incluses dans la JV dans le but d'assurer la charge de travail des sites asiatiques.

- aucun site issu des activités Chaudières d'Alstom ne sera fermé en Europe pendant la durée de cet accord

Si une délocalisation s'avérait nécessaire à la suite de la séparation des activités entre Alstom et la JV, un autre site serait recherché à proximité du site d'origine (à moins d'une heure de transport ou environ une dizaine de kilomètres de l'emploi précédent). L'appréciation éventuelle de cette distance fera, si nécessaire l'objet d'une concertation locale avec les représentants du personnel des sites concernés.

- aucun plan de départs collectifs* - autre que volontaires – ne sera mis en place en Europe pendant la durée de cet accord, sauf en cas de dégradation importante de la situation économique.

*au Royaume Uni: « dismissals linked to actions initiated by the company » (licenciements à l'initiative de l'entreprise)

*en France: licenciements économiques

*en Allemagne: « betriebsbedingte Kündigung »

L'adaptation de l'organisation ou de la capacité, qui pourrait s'avérer nécessaire afin de répondre aux besoins du marché, sera soumise à une consultation des instances représentatives des employés concernés avant mise en place.

Article 3: Application géographique de l'accord

Le présent accord conclu entre la FEM et Alstom est applicable dans le périmètre du Forum Européen d'Alstom et plus précisément en France, en Allemagne et au Royaume Uni.

Si le projet de JV dans les Chaudières intégrait des employés en Suisse ou dans d'autres pays européens, les employés concernés au moment de la création de la joint-venture seraient inclus dans le périmètre de cet accord sans qu'il soit nécessaire de rediscuter ou de modifier le présent accord.

Article 4: Accords Groupe collectifs

Les accords collectifs nationaux et locaux seront transférés aux nouvelles entités Chaudières en Europe selon les réglementations européennes et nationales, et donneront lieu au même niveau d'avantages.

Cet engagement inclut l'accord de participation pour les employés en France et le « pension scheme » pour les employés au Royaume Uni.

Article 5: Non-régression et non-substitution

Le présent accord ne peut pas remplacer des réglementations nationales plus favorables et/ou des conventions pré-existantes au niveau de l'entreprise ou au niveau local, du pays ou de la région.

Article 6: Dialogue social et suivi de cet accord

La mise en place de cet accord sera suivie spécifiquement par le Groupe de Travail « Power » du Forum Européen d'Alstom, auquel participeront des délégués des Chaudières nommés par l'Assemblée Plénière de l'EWF désignée en juillet 2011, jusqu'au transfert des activités Chaudières à la JV.

Une instance dédiée sera créée pour suivre la mise en place de cet accord après le transfert à la JV jusqu'à la fin de la période de transition ou jusqu'à la mise en place d'instances propres à la JV. Une fois par an, cette instance se réunira en même temps que le Comité Européen EWF d'Alstom avec la participation d'un représentant de la F.E.M.

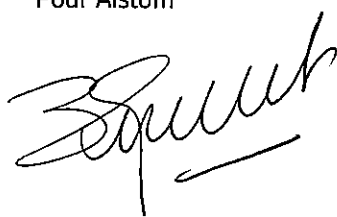
Le groupe Alstom a mis en place ses instances de dialogue social européennes depuis 1996 et a acquis une expérience positive de ce type d'échanges. Alstom réaffirme son attachement à ces instances et souhaite promouvoir leur existence dans le cadre de la joint-venture, sous des formes adaptées à la dimension de celle-ci et à ses besoins. Le Management et les représentants syndicaux de la JV devront déterminer comment poursuivre au mieux le dialogue social dans le périmètre du nouveau Groupe et envisager la création des instances représentatives de ce Groupe.

Article 7 : Durée

Le présent accord prendra fin à l'issue de la période de transition, soit le 31/12/2014

Signatures

Pour Alstom



Pour la Fédération Européenne des Métallurgistes

